

## François Asselineau demande la suspension du vaccin Astrazeneca en France



À la suite de la décision de 14 pays de suspendre l'administration du vaccin Astrazeneca contre la covid-19 en raison d'effets indésirables graves constatés sur des personnes vaccinées, François Asselineau demande au gouvernement français de suspendre à son tour l'utilisation de ce vaccin sur la population française.

L'enjeu majeur que représente la protection de la santé des Français commande au gouvernement d'agir avec précaution et prudence, et de se donner le temps d'analyser en profondeur les conséquences du vaccin Astrazeneca pour décider de poursuivre ou non son emploi.

Les incertitudes et les doutes qui entourent le vaccin Astrazeneca sont, hélas, la conséquence de la précipitation avec laquelle l'Union européenne et le gouvernement français ont recouru aux vaccins, sans attendre de disposer d'études approfondies, indépendantes et assises sur de larges échantillons bénéficiant du recul du temps pour en apprécier les risques et les bénéfices, et ce alors même que certains vaccins font intervenir des technologies tout à fait nouvelles.

François Asselineau note d'ailleurs que le gouvernement, a contrario, n'a cessé de repousser tous les traitements contre la covid-19, souvent utilisés à l'étranger, comme l'azithromicine, l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine au

Or, non seulement, des centaines d'études démontrent maintenant l'efficacité de ces traitements dans certaines phases de la maladie, mais en outre ils sont connus et utilisés en masse depuis des décennies dans le monde avec des effets secondaires pratiquement inexistantes ou sans conséquence grave pour peu que la posologie et les indications d'utilisation soient respectées.

C'est exactement l'inverse des vaccins anti-covid dont l'efficacité est de plus en plus remise en question (notamment face aux variants), sur lesquels on ne dispose d'aucun recul temporel et qui semblent présenter – c'est du moins le cas du vaccin d'Astrazeneca –, des effets secondaires potentiellement graves.

Le malaise que beaucoup de Français ressentent depuis des mois face à la manière dont le gouvernement aborde la question des vaccins anti-covid intervient en outre dans une atmosphère de scandale suscitée par la décision incompréhensible des autorités françaises et européennes d'acheter des traitements très coûteux comme le remdesivir ou les anticorps monoclonaux dont l'inefficacité et même la dangerosité dans certains cas sont établies par plusieurs études.

Dans ces conditions, il est normal que la défiance des Français se développe contre le gouvernement, contre l'Union européenne, contre « Big Pharma » qui est dans les couloirs de la Commission européenne comme un poisson dans l'eau, contre les cabinets de conseil en tout genre qui ont fondu sur l'État comme des aigrefins et contre les médias, qui font la chasse à toute voix dissidente immédiatement censurée ou qualifiée de « complotiste ».

Les mésaventures du vaccin Astrazeneca risquent enfin de porter un coup sévère au principe même de la vaccination qui a représenté un progrès dans l'histoire de l'humanité mais qui doit – et c'est normal – constamment faire et refaire la démonstration au public de son utilité, de son efficacité et de son avantage en termes de bénéfices face aux risques encourus.

Si le principe de la vaccination peut être bon, encore faut-il qu'il soit appliqué de façon responsable, prudente et sans décision prématurée par le gouvernement, et en ayant à l'esprit la santé des Français et l'intérêt général, et non le cours de bourse de « Big Pharma ».